

# Le COVID-19, accélérateur de la post-mondialisation

**Norbert Gaillard**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/3 Automne** , PAGES 59 À 70  
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9781037301079

DOI 10.3917/pe.203.0059

Date de mise en ligne : 07/09/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-3-page-59?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# Le COVID-19, accélérateur de la post-mondialisation

Par **Norbert Gaillard**

**Norbert Gaillard**, docteur en économie, est consultant indépendant, spécialiste du risque souverain, du risque pays et de la notation financière. Il a récemment publié *Country Risk: The Bane of Foreign Investors*, Cham, Springer, 2020.

La mondialisation a généré des interdépendances, dont les effets néfastes ont pu être constatés à l'occasion de la pandémie de COVID-19. Plusieurs pays européens ont ainsi dû faire face à une pénurie de produits sanitaires essentiels. L'Europe est amenée à tirer les leçons de cette crise et à entrer de plain-pied dans l'ère de la post-globalisation. Elle devra réduire sa dépendance à l'égard de pays qui ne respectent pas les règles du libéralisme, en particulier la Chine.

**politique** étrangère

La pandémie de COVID-19 de 2020 constitue un tournant économique et géopolitique majeur. Elle a révélé qu'il était devenu difficile, voire impossible, de poursuivre et d'approfondir la mondialisation dans un contexte de défiance exacerbée entre partenaires économiques<sup>1</sup>. L'exploitation politique de cette pandémie par le président Trump et par son homologue chinois Xi Jinping, et la désorganisation qui a régné dans les pays occidentaux lors des premières semaines de crise, ont montré les limites de l'interdépendance économique à l'échelle mondiale.

Les réflexes nationalistes et les stratégies néo-mercantilistes, de plus en plus manifestes, remettent aujourd'hui en cause le processus de globalisation engagé il y a trente ans. L'ère de post-mondialisation dans laquelle une partie de la planète semble entrer s'avère complexe : l'interdépendance y perdurera inévitablement mais elle s'opérera selon des modalités

1. Dans cet article, les termes « mondialisation » et « globalisation » sont considérés comme synonymes. Ils peuvent se définir comme le renforcement de l'interdépendance des économies du monde, causé par 1) la croissance du commerce international et des investissements internationaux, 2) l'intensification des échanges technologiques et informationnels entre pays, et 3) les flux migratoires.

différentes, sans doute moins subies. Il s'agit ici d'analyser la manière dont cette globalisation a débouché sur une dangereuse défiance entre grandes puissances économiques, et d'esquisser les principales caractéristiques d'une société post-mondialisée.

### Genèse et succès de la globalisation

La dynamique créée par la mondialisation est le produit de plusieurs facteurs géopolitiques, économiques et idéologiques. L'ouverture progressive de la Chine de Deng Xiaoping à partir de 1979 marque certainement une première étape, décisive. C'est un marché de près d'un milliard d'habitants qui s'offre alors aux entreprises occidentales mais, plus radicalement, cette ouverture vient bouleverser la division internationale du travail. Le stock des investissements directs étrangers en Chine monte en flèche, passant de 3 milliards de dollars en 1983 à 20 milliards en 1990, 200 milliards en 2001 et 1 600 milliards en 2018.

La crise des dettes des pays en développement, à partir de 1982, est une deuxième étape. Les pays en défaut de paiement – majoritairement latino-américains – obtiennent des restructurations de dette mais, en contrepartie, sont contraints par le Fonds monétaire international (FMI) à réformer leur système économique en s'ouvrant aux capitaux étrangers, en privatisant, en réduisant les subventions et en stimulant les exportations publiques. Cette feuille de route, synthétisée sous le nom de « Consensus de Washington » par John Williamson, est le fruit de deux décennies d'observations et d'analyses démontrant la « supériorité » du modèle de promotion des exportations appliqué par les nouveaux pays industrialisés, comme la Corée du Sud et Taïwan<sup>2</sup>.

L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 sonne définitivement le glas de l'économie planifiée. Désormais, ce que l'on appelait jusqu'alors le tiers-monde, selon l'expression d'Alfred Sauvy, est amené à se lancer pleinement dans la mondialisation. Chaque pays doit exploiter ses avantages comparatifs, gagner en compétitivité, mettre en place des législations du travail et des régimes fiscaux aussi favorables que possible en vue d'attirer les investisseurs étrangers.

La libéralisation des échanges – entamée dans les années 1950 sous l'égide du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) – se poursuit *via* les discussions au sein de l'Organisation mondiale du

---

2. Les travaux de l'économiste hongrois Bela Balassa, publiés entre les années 1960 et 1980, ont fortement influencé le Consensus de Washington.

commerce (OMC). Cependant, depuis la décennie 1990, les accords commerciaux régionaux, les accords internationaux d'investissement, et les traités bilatéraux d'investissement sont les véritables vecteurs des échanges économiques internationaux.

Le dernier facteur-clé de la mondialisation est la libéralisation financière instaurée dans de nombreuses économies en développement. Stimulant les flux de capitaux de court terme, elle offre des opportunités de rendements élevés aux investisseurs des pays industrialisés, mais accentue les cycles économiques. C'est ainsi que les fuites de capitaux tendent à aggraver les tourmentes financières et bancaires, et à précipiter les entrées en récession.

Le bilan de ces trois décennies de globalisation est finalement positif, en particulier pour les pays à bas et moyen revenus. Leur PIB agrégé, qui équivalait à un quart du PIB des économies du G7 en 1990, en vaut 82 % en 2018<sup>3</sup>. Dans le même temps, leur taux de pauvreté chute de 15,6 % à 3,6 %. Ce rattrapage impressionnant a fait dire au prix Nobel d'économie Angus Deaton que l'humanité n'a jamais aussi bien vécu qu'aujourd'hui.

Cette évolution a rassuré les milieux d'affaires, qui ont accéléré leurs investissements dans ces régions. Cette confiance se reflète dans l'accès inédit aux marchés financiers de la plupart des économies à bas revenu – comme en Afrique –, et dans la hausse des notations souveraines des grands États émergents<sup>4</sup>. Par exemple, l'examen des sept principaux pays émergents bénéficiant d'une note des agences Moody's ou Standard & Poor's au 1<sup>er</sup> janvier 1995 (Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique et Turquie) montre que leur *rating* a été relevé en moyenne de 2 points (sur une échelle de 20) entre 1995 et 2018.

### La mondialisation et les germes de tension

La globalisation et le rattrapage qu'elle a engendré ont généré de nouveaux rapports de force qui se résument en deux mots : interdépendance et concurrence. L'interdépendance entre États et sociétés multinationales s'est renforcée et a pris plusieurs formes. Les grandes entreprises qui suivent une logique commerciale et dépendent surtout de la demande internationale demeurent vulnérables à une montée du protectionnisme. Tel est le cas du groupe Pernod Ricard : le nombre de pays comprenant

3. Calculs de l'auteur d'après les données Banque mondiale/FMI. En retirant la Chine de ce large échantillon, le pourcentage augmente de 22 % à 47 %.

4. Les notations souveraines mesurent la capacité et la volonté d'un État à rembourser sa dette.

un site de production a peu augmenté entre 1990 et 2016 (passant de 14 à 22), mais la part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger a dans ce temps bondi de 47 % à plus de 90 %<sup>5</sup>.

Une deuxième forme de dépendance touche les multinationales qui ont accumulé les acquisitions, prises de participation ou *joint-ventures* à l'étranger. Par exemple, entre 1996 et 2016, Siemens a vu le pourcentage de ses actifs détenus à l'étranger s'accroître beaucoup plus significativement (de 43 % à 82 %) que le pourcentage de son chiffre d'affaires réalisé hors d'Allemagne (qui, lui, n'a progressé que de 61 % à 77 %)<sup>6</sup>.

La troisième forme de dépendance renvoie à ce que l'économiste britannique John Dunning appelle le « capitalisme d'alliance », par lequel les sociétés multinationales tissent un réseau complexe de partenariats, sous-traitances, franchises, etc. afin de réduire leurs coûts, d'améliorer leur productivité et parfaire leur connaissance des marchés étrangers<sup>7</sup>. Les firmes japonaises ont été les premières, dès les années 1980, à privilégier ce type d'organisation.

Dans les deux dernières configurations, les chaînes de valeur des entreprises sont devenues globales. Cela implique de surveiller l'évolution du climat des affaires, et de développer une expertise risque-pays pointue.

## Les chaînes de valeur des entreprises sont devenues globales

Mais les États eux-mêmes se retrouvent plus que jamais tributaires des choix des multinationales, et contraints d'attirer les investisseurs étrangers par diverses mesures : protection de la propriété privée, régime fiscal avantageux, lutte contre l'inflation, maîtrise des comptes publics, stabilité politique, etc. Les objectifs sont de financer l'économie, créer des emplois et absorber le savoir-faire étranger. Les pays incapables de mener des politiques « pro-business » sont irrémédiablement ostracisés et condamnés à la débâcle économique : l'Argentine, la Centrafrique, le Venezuela et le Zimbabwe en sont, à des degrés divers, l'illustration.

On bascule ici vers la concurrence économique accrue qui oppose les États les uns aux autres. C'est une caractéristique fondamentale de la globalisation. Elle a été largement institutionnalisée et popularisée par l'avènement de nouveaux indicateurs dans les années 1990 : les indicateurs de

5. Rapports annuels 1990 et 2015/2016 de Pernod Ricard.

6. Données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

7. Se reporter à J. Dunning, « Reappraising the Eclectic Paradigm in an Age of Alliance Capitalism », *Journal of International Business Studies*, vol. 26, n° 3, 1995.

liberté économique de la Heritage Foundation et du Fraser Institute, et l'indice de compétitivité économique du Forum économique mondial de Davos<sup>8</sup>. Ceux-ci notent et classent les États en fonction de leur capacité à libéraliser et innover<sup>9</sup>. Toutes les économies du monde sont censées attirer les capitaux et, dans la mesure du possible, remonter la chaîne de valeur afin de produire des biens et des services ayant une valeur ajoutée de plus en plus élevée.

C'est ainsi que l'on voit des pays comme Israël, la Malaisie, le Mexique, l'Inde et la Chine émerger et suivre la voie tracée quelques décennies plus tôt par les nouveaux pays industrialisés. Leur réussite peut être jugée à l'aune de leur croissance économique, de leur capacité à faire naître des firmes multinationales et, conséquemment, à devenir exportateurs de capitaux. Le cas de la Chine est évidemment emblématique. L'Empire du Milieu enregistre une croissance annuelle de son produit intérieur brut (PIB) quasiment à deux chiffres entre 1980 et 2016. Il compte en 2019 neuf firmes dans le classement mondial des 100 entreprises non-financières les plus internationalisées établi par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), alors qu'il n'en avait aucune 15 ans plus tôt<sup>10</sup>. Plus remarquable encore, en 2016, le stock d'investissements directs chinois à l'étranger a, pour la première fois, dépassé le stock d'investissements directs entrant en Chine, faisant de Pékin un exportateur net de capitaux. Il s'agit sans conteste d'un événement majeur dans l'histoire du capitalisme, car il brouille la traditionnelle frontière entre « pays cœur » (couvrant l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest, plus le Japon) et « pays périphériques ».

Le succès chinois est singulier à trois égards. Premièrement, l'Empire du Milieu s'est exonéré de plusieurs principes mis en avant par le Consensus de Washington, en particulier : le libre-échange, les privatisations, la dérèglementation et le respect des droits de propriété des multinationales occidentales. Ces entorses à la *doxa* libérale expliquent d'ailleurs que les notes attribuées à la Chine par la Heritage Foundation et le Fraser Institute soient restées basses durant toute la période de globalisation.

8. La Heritage Foundation et le Fraser Institute sont deux *think tanks* néolibéraux basés respectivement à Washington et Vancouver.

9. Pour une vue d'ensemble des méthodologies et de la pertinence de ces indicateurs, lire N. Gaillard, *Country Risk: The Bane of Foreign Investors*, Cham, Springer, 2020.

10. L'internationalisation de ces entreprises repose sur trois critères : le pourcentage des actifs étrangers dans la valeur totale des actifs, le pourcentage des ventes à l'étranger dans le total des ventes, et le pourcentage des emplois à l'étranger dans le nombre total d'emplois.

Deuxièmement, le rattrapage s'est effectué selon deux modalités complémentaires : une idéologie néo-mercantiliste, et une politique de subventions massives. La mise en place de nombreuses barrières non tarifaires par la Chine est dans la lignée des mesures protectionnistes instaurées par des gouvernements souhaitant s'ériger en grandes puissances industrielles (tels les États-Unis et le Japon à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle). En revanche, les subventions versées aux entreprises domestiques sont sans précédent, et représentent l'une des facettes d'un capitalisme d'État offensif.

Troisièmement, l'explosion de la production industrielle chinoise a non seulement chamboulé la division internationale du travail mais encore ébranlé la compétitivité des pays cœur. Les producteurs de matières premières y ont largement trouvé leur compte, surtout durant les années 2000. Le panorama est tout autre pour les groupes industriels situés dans les autres économies émergentes et, bien évidemment, dans les économies développées. La désindustrialisation constatée aux États-Unis et en Europe a révélé que les puissances économiques traditionnelles étaient en train de perdre le bras de fer qui les opposait à la Chine. Pis encore, elles en devenaient dépendantes pour un nombre croissant de biens de consommation courante, de biens d'équipement ou encore de matières premières et de biens et services jugés stratégiques, comme les terres rares, les masques chirurgicaux ou le réseau 5G.

### **Les années 2010 et la prise de conscience des limites de la mondialisation**

Si la globalisation atteint aujourd'hui ses limites, c'est parce que son approfondissement nécessitait un minimum de convergence vers un système capitaliste d'essence libérale. Le renforcement des interdépendances entre États impliquait une élimination progressive des postures nationalistes et des politiques néo-mercantilistes. Or, on assiste à l'évolution inverse depuis une décennie. Le succès du capitalisme dans des économies historiquement étatisées a indéniablement consolidé des régimes politiques rejetant l'état de droit<sup>11</sup>. Dans ce contexte, la globalisation ressemble à un jeu de dupes.

Donald Trump, dès sa campagne présidentielle de 2016, remet en cause le bien-fondé de la mondialisation telle qu'on la connaissait depuis 25 ans. Il désigne la Chine comme « l'ennemie » et, une fois élu, s'engage dans un duel économique et commercial. Les mesures protectionnistes et

11. Se reporter à l'indicateur de la Banque mondiale, disponible sur : [info.worldbank.org](http://info.worldbank.org).

les sanctions contre le géant Huawei et contre des entreprises publiques chinoises – considérées dans certains cas comme le cheval de Troie de l’armée chinoise – sont suivies d’annonces de rétorsion de la part de Pékin, qui cible habilement des entreprises situées dans des États républicains, ou indécis, en vue de l’élection présidentielle de novembre 2020. On atteint là l’un des derniers stades de la logique géo-économique<sup>12</sup> consubstantielle à une globalisation incapable de promouvoir un capitalisme libéral à l’échelle mondiale.

Mais la réponse apportée à la concurrence chinoise a engendré un trouble évident. Sous la houlette de Donald Trump, l’administration américaine a, par exemple, renoncé à une partie des valeurs fondatrices du capitalisme libéral. Elle a remis en cause le libre-échange et le multilatéralisme pour régler le nombre croissant de différends commerciaux, négligé l’assainissement des finances publiques, refusé de faire voter une législation antitrust, avancé des subventions pour divers secteurs jugés stratégiques (par exemple le nucléaire ou le charbon), et fait pression sur la Federal Reserve afin qu’elle maintienne les taux d’intérêt à des niveaux anormalement bas. Les renflouements répétés en faveur d’entreprises fragilisées par la globalisation entérinent le *statu quo*, provoquent une inflation sur les marchés des actifs financiers (immobiliers et boursiers), ce qui *in fine* creuse les inégalités et alimente le populisme.

Outre-Atlantique, les milieux d’affaires ont conduit leur propre *aggiornamento* idéologique. En août 2019, la Business Roundtable – lobby de dirigeants de grandes entreprises américaines – a en effet publié un court document qui rompt avec la *doxa* néolibérale prédominante jusque-là au sein du patronat américain. Cette brève déclaration précise que les entreprises ont désormais des obligations non seulement à l’égard des actionnaires mais encore à l’égard de leurs employés, consommateurs, fournisseurs, et de leur environnement<sup>13</sup>. Ce changement de paradigme – relayé par Klaus Schwab du Forum économique mondial de Davos, en décembre 2019 – est beaucoup moins anodin qu’il n’y paraît. Les élites économiques prennent conscience que la globalisation a abouti à une divergence excessive entre les intérêts des États et ceux de leurs multinationales et, plus subliminalement, elles admettent qu’elles ont plus à perdre qu’à gagner à poursuivre la mondialisation. Avant même la pandémie de COVID-19, la déclaration de la Business Roundtable ouvrait la

12. E. N. Luttwak, « From Geopolitics to Geo-Economics: Logic of Conflict, Grammar of Commerce », *The National Interest*, n° 20, été 1990.

13. Le communiqué est disponible sur : <https://opportunity.businessroundtable.org>.

voie à une redéfinition des relations économiques et sociales, à une relocalisation de certaines chaînes de valeur dans les pays occidentaux, et à une meilleure prise en compte de la protection de l'environnement dans les stratégies entrepreneuriales.

Cette impulsion apparaît plus que jamais légitime et nécessaire en 2020. Le manque de moyens des hôpitaux des grands pays industrialisés, et

## Une réduction de l'interdépendance entre grandes puissances ?

leurs difficultés à se procurer masques, tests et respirateurs artificiels durant la pandémie ont révélé un sous-investissement chronique dans le secteur de la santé et une dépendance excessive vis-à-vis de l'étranger. De plus, l'absence de coordination entre pays du G7, comme entre États européens, les comportements égoïstes de certains gouvernements, et l'exploitation de la crise par les présidents américain et chinois ont profondément choqué. Parallèlement, l'escalade des tensions géopolitiques entre Washington et Pékin laisse augurer d'une réduction de l'interdépendance entre grandes puissances économiques.

Ce nouvel ordre international met clairement l'Europe en porte-à-faux. En 2019, les États-Unis étaient la principale destination des biens exportés par l'Union européenne, tandis que la Chine était son premier fournisseur. Les États-Unis demeurent l'allié historique du Vieux Continent, mais les tentations de désengagement sont fortes. Celles-ci pourraient se matérialiser à court terme, si jamais Washington devait donner la priorité absolue à la lutte contre des inégalités sociales, raciales et intergénérationnelles devenues insupportables, ou faire le choix d'une politique isolationniste<sup>14</sup>. De son côté, la projection de la Chine hors de ses frontières, via son *soft power* et son *hard power*, génère une dynamique inquiétante.

L'Europe ne saurait rester inerte et subir les événements. Il est temps qu'elle prenne son destin en main et se lance dans la post-mondialisation.

### Post-mondialisation, mode d'emploi

Les États membres de l'Union européenne doivent prioritairement éviter deux écueils : le *statu quo* et le repli nationaliste. Dans le premier cas, ils consentiraient à une globalisation avec des partenaires économiques qui s'affranchissent des règles les plus fondamentales du libre-échange et de la concurrence non faussée. Dans le second, ils sombreraient dans une

14. Ces deux options peuvent d'ailleurs être complémentaires, comme tend à le montrer la politique menée par F. D. Roosevelt durant ses deux premiers mandats (1933-1941).

« dé-globalisation » qui mettrait à mal la cohésion européenne et aboutirait tôt ou tard à un affaiblissement, puis à des pertes de souveraineté.

La seule voie viable pour l'Europe est celle de la post-mondialisation. Ce concept désigne une logique d'interdépendance élevée en matière économique, commerciale, migratoire et technologique entre des États (et leurs entreprises) dont les intérêts stratégiques et géopolitiques sont convergents, voire compatibles. Cette post-globalisation implique, selon les secteurs, d'éliminer, réduire, choisir et/ou contrôler ses dépendances et interdépendances. Les décideurs politiques devront se montrer déterminés mais pragmatiques. L'objectif sera de protéger les fonctions régaliennes de nos démocraties, et d'assurer leur pérennité. Les moyens utilisés peuvent l'être à l'échelon national ou européen.

Dans un certain nombre de situations, chaque nation sera amenée à reconquérir sa pleine souveraineté. On peut, par exemple, saluer la volonté affirmée par la France en juin 2020 de contrôler toute la chaîne de production du paracétamol. Lorsque les délocalisations sont motivées essentiellement par des coûts salariaux plus faibles, et n'entraînent pas de transfert de technologie sensible, elles peuvent être maintenues à condition que les biens produits soient aisément et rapidement « relocalisables », et ne relèvent pas de logiques stratégiques. C'est le cas de l'industrie textile. La réduction de la dépendance extérieure peut également offrir le double avantage d'accroître la concurrence et d'étendre la sphère d'influence européenne. C'est ainsi que la Banque centrale européenne contribue à la mise en place de l'European Payment Initiative (EPI), un système de paiement sécurisé se proposant de devenir une alternative à Visa et Mastercard.

Mais la question sans aucun doute centrale pour les années à venir est celle des technologies<sup>15</sup>. On peut aujourd'hui légitimement se demander si l'Europe ne devrait pas créer une institution inspirée du Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations (CoCom). Ce comité, qui a existé durant la guerre froide, visait à limiter les transferts de technologies sensibles de l'Ouest vers l'Est<sup>16</sup>. Les pays visés aujourd'hui seraient tous ceux qui sont susceptibles de nuire aux intérêts géostratégiques européens.

15. Sur ce sujet, lire l'analyse de T. Gomart, « Le COVID-19 et la fin de l'innocence technologique », *Politique étrangère*, vol. 85, n° 2, été 2020, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

16. Pour une étude exhaustive du CoCom, se reporter à M. Mastanduno, « Economic Containment: CoCom and the Politics of East-West Trade », Ithaca, Cornell University Press, 1992.

Le plus souvent, les gouvernements devront agir de concert avec leurs multinationales afin de réduire leur vulnérabilité. Par exemple, la forte concentration de terres rares dans le sol chinois (plus de 60 % de la production mondiale en 2019<sup>17</sup>) fait qu'il est aléatoire pour les industriels européens d'envisager des sources d'approvisionnement alternatives durables (aux États-Unis, en Birmanie, ou en Australie par exemple). Il serait par conséquent avisé de développer des technologies réduisant la dépendance à l'égard des terres rares.

## Les gouvernements devront agir de concert avec leurs multinationales

Les relations Union européenne/Chine méritent d'être passées au crible. Le récent rapport publié par le Rhodium Group et le Mercator Institute for China Studies<sup>18</sup> signale que diverses entreprises et universités européennes ont établi des partenariats avec des homologues chinoises étroitement liées à l'Armée populaire de libération. La capacité de ces institutions à absorber la recherche et développement (R&D) occidentale n'est plus à démontrer. Dernière preuve en date : après avoir été associée au système européen de navigation par satellite Galileo, la Chine a vite développé son propre système – Beidou –, qui dispose, depuis juin 2020, d'une couverture non plus seulement asiatique mais mondiale. Pékin s'affranchit des technologies occidentales, alors qu'Européens et Américains sont confrontés aujourd'hui à un nouveau concurrent, et peut-être demain à une perte d'indépendance, si Galileo et le GPS voyaient leurs performances décliner.

Ces partenariats potentiellement asymétriques sont susceptibles d'aboutir à des transferts technologiques sur des sujets sensibles, comme en matière de défense. Ils posent également la question des moyens financiers dont disposent les groupes investissant en Europe. Les subventions dont bénéficient ces derniers sont un défi majeur. Sans jamais nommer la Chine, la Commission européenne déplorait dans une publication de juin 2020 que des aides et subventions diverses permettent à des multinationales étrangères d'acquérir des entreprises européennes, de participer à des appels d'offres dans l'Union, et même d'accéder à des financements communautaires<sup>19</sup>. Ces inquiétudes grandissantes ont conduit Bruxelles à lancer une consultation publique pour déterminer

17. U.S. Geological Survey, « Mineral Commodities: Summaries 2020 », 2020, p. 133.

18. Rhodium Group/Mercator Institute for China Studies, « Chinese FDI in Europe: 2019 Update », avril 2020.

19. Commission européenne, « White Paper on Levelling the Playing Field as Regards Foreign Subsidies », COM(2020) 253 finals, Bruxelles, 17 juin 2020, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

quels changements législatifs seraient nécessaires pour remédier à de telles distorsions aux règles du marché intérieur européen.

En l'occurrence, les Européens doivent plus que jamais faire prévaloir les valeurs du capitalisme libéral, celles d'une concurrence libre et non faussée, et exiger des investisseurs étrangers une vraie transparence sur leurs statuts, leurs financements, et leurs avantages fiscaux dans leur pays d'origine. En cas d'opacité ou de *dumping* avéré, l'investisseur extra-communautaire devrait voir se restreindre, ou se fermer, l'accès au marché européen.

Deux autres thèmes méritent d'entrer en ligne de compte dans cette nouvelle ère de post-globalisation : la défense des droits de l'homme, et la protection de l'environnement. La signature de partenariats avec des entités issues de pays insuffisamment respectueux des libertés civiles et politiques pose problème. Le rapport précité du Rhodium Group et du Mercator Institute for China Studies signale, par exemple, que plusieurs institutions danoises (l'université d'Aalborg, le Copenhagen Bio Science Park, et Scanview Systems) sont engagées auprès de partenaires chinois en matière de vidéosurveillance et de collecte de données génétiques. Or les recherches menées ont une application directe dans le contrôle de la population ouïgoure du Xinjiang.

Il semble malheureusement de plus en plus difficile pour l'Europe de poursuivre des collaborations économiques et technologiques étroites avec un régime dont le durcissement se confirme mois après mois. La fin du principe « un pays, deux systèmes » à Hong Kong n'en étant que la dernière illustration en date<sup>20</sup>.

Le respect et la protection de l'environnement sont également des thèmes qui doivent être au cœur de cette post-mondialisation. Les études du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) certifient que les activités humaines sont l'une des principales causes des catastrophes climatiques qui affectent les cinq continents. Le changement climatique et la destruction de l'environnement sont devenus la matrice de nombreux risques politiques, économiques, sociaux et sanitaires. La déforestation et l'extension des zoonoses pourraient contribuer à la propagation d'épidémies et de pandémies<sup>21</sup>. Face à de tels défis,

20. Cette issue était pourtant prévisible il y a un déjà un an. Voir N. Gaillard, « Comment peut-on encore ignorer le risque politique à Hong Kong ? », *L'Écho*, 20 août 2019, disponible sur : [www.lecho.be](http://www.lecho.be).

21. C. K. Johnson et P. L. Hitchens *et al.*, « Global Shifts in Mammalian Population Trends Reveal Key Predictors of Virus Spillover Risk », *Proceedings of the Royal Society B*, vol. 287, n° 1924, 2020.

L'Union européenne doit exiger de ses partenaires des efforts substantiels dans la lutte contre le changement climatique.

\* \* \*

La globalisation a permis de sortir une grande partie du tiers-monde du sous-développement, mais le succès économique de la Chine a profondément bouleversé les rapports de force économiques mondiaux. Le rattrapage chinois s'est accompli selon des principes trop éloignés de la *doxa* libérale. L'interventionnisme étatique n'a cessé de fausser les règles du libre-échange et des flux d'investissements à l'étranger. Les sociétés occidentales déclinent parce qu'elles ont été incapables de préserver une gouvernance mondiale d'inspiration libérale. La post-globalisation doit être l'occasion pour l'Europe de reprendre son avenir en main, et de rayonner à nouveau en faisant prévaloir ses valeurs, et en rappelant que libéralisme politique et libéralisme économique sont inséparables.



---

### Mots clés

Mondialisation  
Libéralisation  
Souveraineté économique  
COVID-19